



Défis récurrents du processus d'inscription dans les universités publiques ivoiriennes : causes, conséquences et perspectives d'amélioration

Abou Bakary BAYOKO

Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC)

Résumé : L'inscription universitaire constitue un pilier essentiel du fonctionnement des universités publiques en Côte d'Ivoire. Elle conditionne la gestion des effectifs, la planification pédagogique et le pilotage institutionnel. Pourtant, depuis plusieurs années, les universités ivoiriennes, notamment l'Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB), font face à des défis récurrents liés à la non-maîtrise du processus d'inscription. Cette étude, s'appuyant sur une approche mixte alliant enquête de terrain, entretiens semi-directifs et analyse documentaire, analyse les causes profondes de ces dysfonctionnements, leurs conséquences sur la gouvernance universitaire, et les perspectives d'amélioration. Les résultats révèlent que la centralisation excessive, la faiblesse des infrastructures numériques, le manque de coordination entre les services et la méconnaissance des procédures par les étudiants constituent les principaux freins à une inscription fluide et fiable. Ces contraintes entraînent des conséquences administratives (retards de validation, perte de données), pédagogiques (désorganisation du calendrier académique) et socio-économiques (baisse de crédibilité institutionnelle). L'article propose enfin des pistes d'amélioration, fondées sur la digitalisation intégrale du processus d'inscription, la formation du personnel, et la mise en place d'une gouvernance participative orientée vers la performance.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.21929506>

1. Introduction

L'organisation et la gestion de l'enseignement supérieur dans les pays du monde ont connu des réformes. Celles-ci ont contribué à améliorer les pratiques et à l'augmentation du nombre d'étudiants (OCDE, 2007 : 10).

Toutefois, depuis deux décennies, le développement de l'enseignement supérieur en Afrique, suscite un regain d'intérêt scientifique et politique. Longtemps considéré comme un moteur du progrès social, ce secteur fait aujourd'hui face à de nombreux défis structurels et organisationnels. Si, dans les premières années post-indépendance, l'enseignement supérieur figurait parmi les priorités budgétaires nationales, il semble aujourd'hui affecté par une crise systémique résultant de l'insuffisance des ressources, de la massification des effectifs et de la lenteur de la modernisation administrative. Ces dysfonctionnements structurels affectent non seulement la gouvernance académique, mais aussi la crédibilité institutionnelle et le rôle stratégique des universités dans la production du savoir.

En Côte d'Ivoire, l'enseignement supérieur occupe une place centrale dans le développement socio-économique. Les universités publiques, notamment l'Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB), constituent des piliers du système éducatif national et un levier majeur de formation des cadres. Toutefois, leur fonctionnement est aujourd'hui fragilisé par la croissance exponentielle des effectifs étudiants, la vétusté des infrastructures, le sous-effectif du personnel enseignant et administratif, ainsi que la lente adaptation aux outils numériques. Parmi les maillons les plus vulnérables de cette chaîne, le processus d'inscription universitaire apparaît comme un enjeu majeur de gouvernance.

L'inscription, loin d'être un simple acte administratif, représente la porte d'entrée officielle de l'étudiant dans le système universitaire et un instrument fondamental de pilotage institutionnel. Elle permet la planification des

effectifs, la répartition des ressources, la gestion des emplois du temps et l'organisation pédagogique. Pourtant, ce processus, censé être fluide et automatisé, reste souvent entaché de lenteurs, files d'attente interminables, doublons, erreurs de saisie, conflits entre services administratifs et absence de données fiables. Ces défaillances traduisent une crise de gouvernance interne et révèlent les limites des dispositifs actuels de gestion universitaire.

Depuis la réforme Licence-Master-Doctorat (LMD) et la décentralisation des universités publiques ivoiriennes, l'État a consenti d'importants efforts pour moderniser les inscriptions à travers des plateformes en ligne, la dématérialisation partielle des procédures et la création de services informatiques dédiés. Cependant, ces initiatives demeurent partiellement opérationnelles. À l'Université Félix Houphouët-Boigny, la plus grande institution du pays, les inscriptions continuent de poser des difficultés : retards, problèmes de coordination entre les services de scolarité et les UFR, lenteur du traitement des dossiers et insuffisance de communication entre les acteurs impliqués.

Face à cette réalité, l'objectif général de ce travail de recherche est donc d'analyser les défis récurrents du processus d'inscription dans les universités publiques ivoiriennes, en particulier à l'Université Félix Houphouët-Boigny, afin d'identifier les causes de sa non-maîtrise, d'en évaluer les conséquences et de proposer des solutions durables.

2. Méthodologie

Dans cette partie, nous allons présenter notre cadre méthodologique à savoir : cadre de recherche, participants, instrument de collecte des données, déroulement de l'étude, mode de traitement des données.

2.1. Cadre de recherche, participants et instruments de collecte des données

Ce travail de recherche s'est réalisé à l'Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB). Cette université comprend plus de 70 000 étudiants et treize UFR. Le choix de l'UFHB s'explique par son envergure, les difficultés récurrentes liées au processus d'inscription et les réformes engagées depuis 2012, qui offrent un contexte d'analyse marqué à la fois par des innovations numériques et des résistances organisationnelles.

L'étude, menée de novembre 2023 à avril 2024, a couvert l'ensemble du cycle d'inscription (préinscription, inscription administrative et validation permettant d'observer les pratiques, contraintes et perceptions des acteurs).

Ce travail de recherche a mobilisé un échantillon raisonné de 52 participants, représentatifs des principaux acteurs du système universitaire. Ces participants ont été choisis selon une logique de diversité institutionnelle, afin de croiser les points de vue administratifs, académiques et étudiants. L'échantillon se compose comme suit :

Catégories d'acteurs interrogés	Effectif	Pourcentage approximatif
Responsables administratifs (scolarité centrale, SERVICE INFORMATIQUE DE LA SCOLARITÉ UFHB)	8	15 %
Chefs de départements et doyens d'UFR	10	19 %
Enseignants-chercheurs	12	23 %
Agents de la scolarité et personnel technique	10	19 %
Étudiants (licence, master, doctorat)	12	23 %
Total	52	100 %

Source : enquête de terrain, UFHB, 2024.

Cette diversité d'acteurs permet de saisir la complexité du processus d'inscription à travers ses différentes échelles d'intervention. Les responsables administratifs apportent une vision institutionnelle et stratégique du dispositif ; les enseignants-chercheurs et chefs de départements traduisent la perception académique des dysfonctionnements ; tandis que les étudiants, principaux bénéficiaires, offrent un retour d'expérience concret sur les difficultés rencontrées au quotidien.

La collecte des données s'appuie sur une approche mixte conforme aux principes de triangulation décrits par N'Da (2006). Elle combine :

- des questionnaires auprès des étudiants et du personnel pour mesurer connaissance des procédures, délais et satisfaction ;
- des entretiens semi-directifs avec responsables d'UFR, chefs de service et enseignants-chercheurs afin d'identifier les causes des dysfonctionnements ;
- une observation directe dans les services de scolarité pour analyser les pratiques et contraintes quotidiennes ;
- une analyse documentaire portant sur les textes réglementaires et rapports institutionnels récents.

Ce dispositif croisé a permis une compréhension globale et fiable du processus d'inscription.

2.2. Déroulement de l'étude

L'étude s'est déroulée en quatre étapes successives, articulant travail de terrain et traitement des données :

1. Phase exploratoire (novembre 2023) : revue documentaire, identification des acteurs-clés et conception des outils de collecte (grille d'entretien, questionnaire, fiche d'observation).
2. Phase de collecte des données (décembre 2023 – février 2024) : réalisation des entretiens et administration des questionnaires dans six UFR représentatives (Sciences économiques, Lettres, Droit, Médecine, Sciences de la Nature et Sciences humaines).
3. Phase de traitement et d'analyse (mars 2024) : transcription des entretiens, saisie des réponses aux questionnaires dans un tableur Excel, et élaboration des tableaux de fréquence et des graphiques.
4. Phase de validation et de restitution (avril 2024) : vérification croisée des résultats avec les services de la scolarité centrale afin d'assurer la cohérence des conclusions.

2.3. Mode de traitement et d'analyse des données

L'analyse des données a été mixte (quantitative et qualitative). Les questionnaires ont été codifiés et traités avec Excel et SPSS, à partir d'indicateurs descriptifs ayant permis de faire ressortir les grandes tendances. Les entretiens ont été analysés selon une méthode thématique inspirée de Mucchielli (2009) pour faire ressortir les causes des dysfonctionnements, leurs conséquences et les pistes d'amélioration.

Une triangulation questionnaires, entretiens, observations directes a conforté la crédibilité des résultats.

Cette approche empirique permet donc d'avoir une vision globale du fonctionnement du processus d'inscription à l'Université Félix Houphouët-Boigny et de ses limites dans le cadre de la digitalisation administrative.

3. Résultats

Les résultats de l'enquête révèlent que les acteurs impliqués dans le processus d'inscription au sein de l'Université Félix Houphouët-Boigny proviennent de profils variés, reflétant la diversité des responsabilités dans la chaîne administrative et académique. Les données recueillies auprès de ces acteurs ont permis d'enrichir notre argumentation autour de trois axes majeurs :

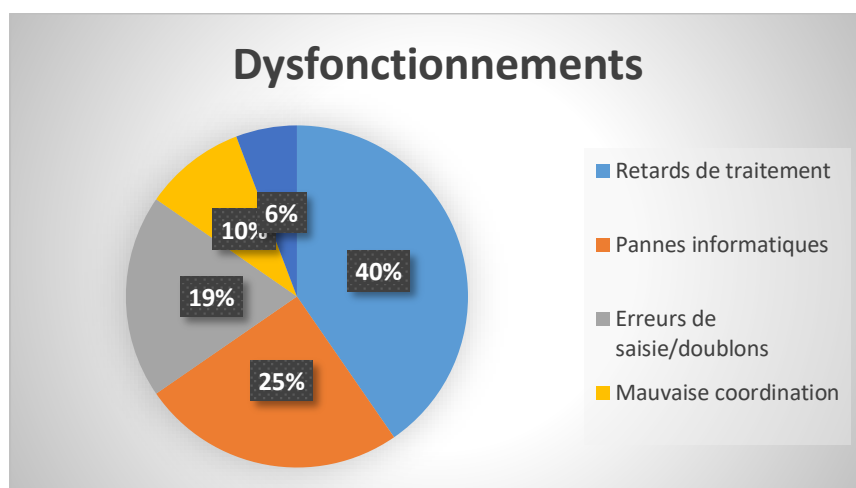
- Les dysfonctionnements observés dans le processus d'inscription ;
- Conséquences administratives et pédagogiques ;
- Les perceptions et propositions des acteurs pour l'amélioration du système.

3.1. Dysfonctionnements du processus d'inscription

3.1.1. Nature et fréquence des dysfonctionnements

L'analyse des données met en évidence plusieurs dysfonctionnements majeurs qui entravent le bon déroulement du processus d'inscription à l'UFHB. Le Graphique ci-dessous présente les principales difficultés rapportées par les répondants.

Graphique 1. Principales difficultés rencontrées lors des inscriptions



Source : Bayoko Abou Bakary, enquête de terrain, UFHB (2024).

Les résultats révèlent que les dysfonctionnements majeurs du processus d'inscription à l'UFHB sont dominés par les lenteurs administratives (40 %), liées à une centralisation excessive, à un nombre d'étudiants très élevé et à un manque de personnel qualifié. Les pannes informatiques et les défaillances réseau (25 %) exacerbent ces lenteurs en interrompant fréquemment la plateforme d'inscription. De plus, les erreurs de saisie et les doublons (20 %) reflètent une mauvaise maîtrise des outils numériques et l'absence d'un système unifié, tandis que les problèmes de coordination interservices (10 %) et la mauvaise communication avec les étudiants (5 %) exacerbent les incohérences administratives.

Les témoignages des étudiants mettent en évidence un processus d'inscription digitale mais inachevée : inscription en ligne mais déplacements à la scolarité à répétition, ce qui allonge les délais. Comme le raconte un doctorant :

le processus d'inscription à l'UFHB est véritablement fastidieux. La validation de son dossier prend du temps. Il faut parfois plusieurs semaines pour faire valider le dossier. En effet, pour récupérer la fiche d'inscription c'est un calvaire, puisqu'il faut suivre une file interminable si tu as eu le malin plaisir de venir tard au campus. Et là ce n'est que le premier aspect, après pour l'inscription c'est une paire de manche. Il faut encore faire le rang et aller récupérer la fiche de paiement, après venir suivre le rang et payer sa scolarité, après suivre une autre procédure pour la quittance de paiement.

D'autres étudiants, à l'instar de Z.R., mettent en avant la lourdeur de la procédure :

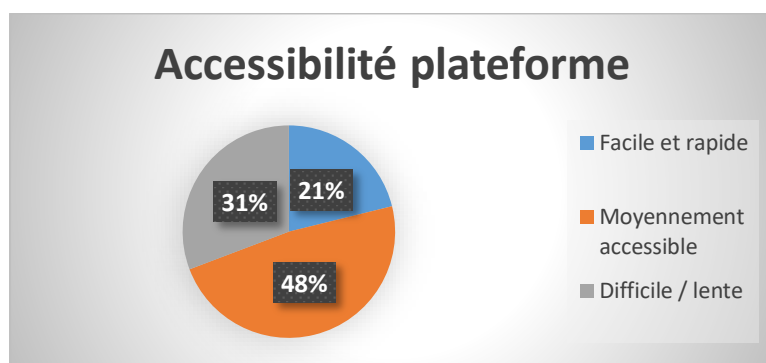
(...) déjà avoir l'argent pour payer l'inscription c'est une grande pression, après il faut suivre les longues files pour pouvoir s'acquitter de son inscription. Par moment, pour le simple paiement de l'inscription l'on peut passer toute la journée à l'université. Même si tu te réveil tôt. Ensuite, pour obtenir la quittance de paiement c'est encore une grosse pression. C'est comme un éternel recommencement (...).

Ces constats montrent que les difficultés observées ne sont pas seulement techniques : elles traduisent des limites structurelles et organisationnelles profondes. L'ensemble met en évidence l'urgence d'une réforme intégrant la modernisation technologique, la simplification des procédures et le renforcement des compétences du personnel.

3.1.2. Accessibilité et ergonomie des plateformes d'inscription

L'accessibilité de la plateforme d'inscription constitue l'un des éléments clés du processus. Le graphique suivant présente la perception des étudiants quant à la facilité d'accès au portail numérique de l'UFHB.

Graphique 2. Accessibilité de la plateforme



Source : Bayoko Abou Bakary, enquête de terrain, UFHB (2024).

L'analyse des données révèle que l'accès à la plateforme d'inscription reste un défi majeur pour les étudiants. En effet, 48 % des répondants la considèrent comme moyennement accessible et près de 30 % comme difficile d'utilisation. Ces constats traduisent une mauvaise expérience utilisateur, avec des difficultés : indisponibilité des résultats en ligne, impossibilité de réaliser certaines modifications dans l'espace étudiant, saturation du serveur en période de pointe, absence de véritable support technique.

Ces difficultés limitent la fluidité des inscriptions et accentuent les inégalités, notamment pour les étudiants résidant loin d'Abidjan ou ceux ayant un accès limité à Internet. Comme l'exprime K.D., étudiant en licence (UFR Droit) :

Pendant la période des inscriptions, le flux de personnes connectées sur le site entraîne des bugs. Il est donc difficile de finaliser un processus entamé dans un laps de temps. Pour ce faire, nous sommes obligés de nous réveiller tôt le matin au moment où le site n'enregistre pas assez d'étudiants connectés pour espérer procéder à notre inscription plante souvent...

Cette situation oblige fréquemment les étudiants à se déplacer physiquement entre la scolarité et leur UFR pour pallier des dysfonctionnements numériques. Un autre témoignage, celui de K.A., étudiant en licence (UFR SHS), illustre la faiblesse de l'interconnexion entre les services :

Un autre élément est à souligner, et c'est vraiment paradoxal dans la mesure où nos université se sont engagées dans un processus LMD qui met en avant la digitalisation des procédures universitaires. Vous vous rendez compte qu'il n'existe pas d'interconnexion entre notre UFR, la scolarité et le service informatique du Ministère ! J'ai malheureusement mis plus de deux mois à régler un problème d'inscription.

Ces propos confirment un manque d'harmonisation entre les bases de données, une coordination insuffisante des services (UFR, Scolarité, Ministère), ainsi qu'une surcharge des infrastructures numériques. L'ensemble des constats souligne la nécessité :

- d'un renforcement durable des infrastructures informatiques ;
- d'un meilleur dimensionnement des serveurs pendant les périodes critiques ;
- d'une interconnexion réelle entre les systèmes académiques ;
- et d'un service d'assistance technique disponible et réactif.

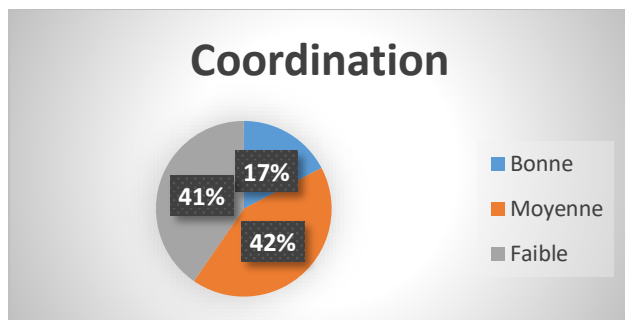
Sans ces améliorations, la digitalisation des inscriptions reste partielle et peu efficace, maintenant les étudiants dans un "double système" mêlant démarches numériques et déplacements physiques.

3.1.3. Coordination institutionnelle et communication interne

L'analyse des données révèle que la coordination interservices demeure l'un des maillons les plus fragiles du processus d'inscription à l'UFHB. La majorité des acteurs interrogés soulignent une communication insuffisante entre les structures directement impliquées, notamment la scolarité centrale, le Service Informatique de la Scolarité UFHB et les différentes scolarités d'UFR. Cette situation se traduit par des incohérences administratives, des

retards dans la validation des dossiers et des duplications de tâches qui complexifient davantage le parcours étudiant.

Graphique 3. Évaluation de la coordination interservices



Source : Bayoko Abou Bakary, enquête de terrain, UFHB (2024).

L'analyse montre que la coordination entre les services impliqués dans les inscriptions universitaires demeure globalement insuffisante. Selon les données recueillies, seuls 17 % des répondants estiment que la coordination est bonne, tandis que 42 % la jugent moyenne et 41 % faible. Cette situation traduit des difficultés persistantes telles que la circulation irrégulière de l'information, l'absence de synchronisation entre les bases de données et des chevauchements de responsabilités administratives.

Un enseignant-chercheur, O.S. (UFR SHS), illustre bien ces dysfonctionnements en affirmant ce qui suit: « Il arrive que les étudiants soient inscrits à la scolarité centrale, mais leurs noms n'apparaissent pas encore dans la base de leur UFR. Cela crée des tensions au moment des examens mais plus fastidieux lors de la proclamation des résultats. »

Ces incohérences engendrent des retards dans l'établissement des listes d'examens, des conflits entre services et une faible fiabilité des données. L'ensemble des constats révèle un problème profond de gouvernance documentaire, aggravé par l'absence d'un système intégré capable d'assurer une synchronisation en temps réel entre la scolarité centrale, les UFR et les services informatiques.

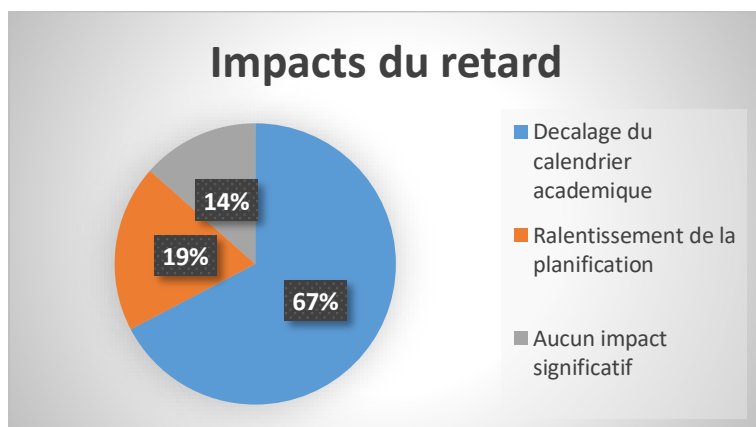
En définitive, la mauvaise coordination institutionnelle constitue un enjeu majeur : sans interconnexion fonctionnelle et communication fluide entre les services, toute tentative de modernisation ou de digitalisation du processus d'inscription restera limitée et inefficace.

3.2. Conséquences administratives et pédagogiques

3.2.1. Impacts sur la planification académique

Les dysfonctionnements du processus d'inscription ont des répercussions importantes sur la planification universitaire.

Graphique 4. Impacts du retard



Source : Bayoko Abou Bakary, enquête de terrain, UFHB (2024).

Les résultats montrent que les dysfonctionnements du processus d'inscription ont un impact majeur sur le fonctionnement académique de l'Université Félix Houphouët-Boigny. En effet, 67 % des répondants estiment que les retards constatés provoquent un décalage systématique du calendrier académique, tandis que 14 % évoquent un ralentissement significatif des activités pédagogiques. L'absence de listes d'inscrits stabilisées empêche les UFR d'organiser efficacement les emplois du temps, la répartition des groupes ou encore les charges d'enseignement. Comme le souligne un Doyen d'UFR : « Tant que les listes d'inscrits ne sont pas stabilisées, il est impossible de planifier les cours. On perd parfois deux à trois semaines au début de chaque semestre. ».

Ce dérèglement crée un véritable effet domino : démarrage tardif des cours, compression des volumes horaires, surcharge de travail pour les enseignants, difficultés dans l'organisation des examens, et au final, baisse de la qualité pédagogique. L'instabilité du calendrier affecte également la motivation des étudiants et la conformité de l'année académique avec les standards internationaux.

Les étudiants en subissent directement les conséquences, parfois avec un impact sur leurs opportunités académiques. Selon B.S.Y., étudiant en Licence 3 de Sociologie : « Le décalage du calendrier m'a empêché de postuler à une bourse en Europe. Nos années universitaires ne correspondent plus à celles des universités européennes. Même pour Campus France, nos dossiers sont souvent en retard à cause des inscriptions qui traînent. »

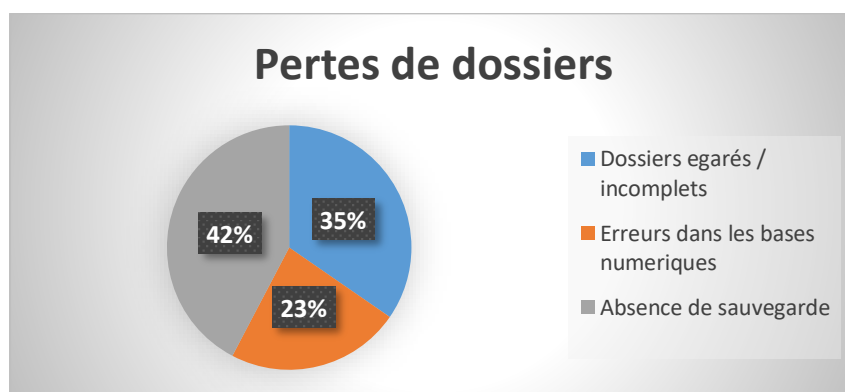
Cette réalité n'épargne pas les enseignants. Ceux-ci subissent une pression due à la compression du temps pédagogique. C'est ce que soutient un enseignant-chercheur de l'UFR SHS en précisant que : « Quand tout commence en retard, tout le monde subit la pression : cours accélérés, corrections dans l'urgence... Cela affecte la qualité de l'enseignement et le bien-être de chacun. »

En somme, les retards d'inscription perturbent l'ensemble du système universitaire, fragilisent la gouvernance académique et réduisent les opportunités des étudiants comme des enseignants.

3.2.2. Perte de données et manque de traçabilité

La fragilité du système d'archivage accentue les risques de perte d'informations sensibles et nuit à la traçabilité des données administratives.

Graphique 5. Cas signalés de pertes de dossiers ou d'erreurs de saisie



Source : Bayoko Abou Bakary, enquête de terrain, UFHB (2024).

Près de 58 % des agents administratifs reconnaissent avoir déjà été confrontés à des pertes de dossiers d'étudiants ou à des erreurs dans les données enregistrées. Ces anomalies compromettent la fiabilité des statistiques officielles et génèrent des contestations fréquentes lors de la délivrance des relevés de notes et diplômes. Notre enquête de terrain a permis de faire le constat que certains services enregistrent encore les étudiants sur des feuilles Excel non sauvegardées sur le cloud. Une panne d'ordinateur suffit à tout perdre.

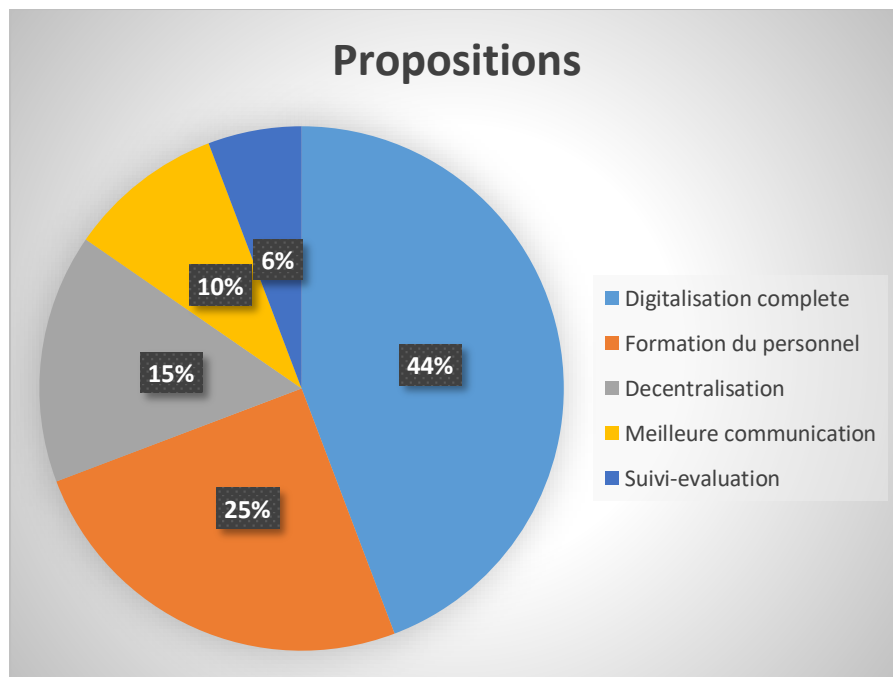
3.3. Perceptions et propositions d'amélioration

3.3.1. Perceptions générales des acteurs

L'ensemble des acteurs interrogés convergent vers un constat partagé : le système actuel d'inscription nécessite une réforme structurelle profonde. Qu'il s'agisse des agents administratifs, des enseignants-chercheurs ou des

étudiants, tous reconnaissent que les dysfonctionnements observés ne sauraient être résolus sans une transformation organisationnelle et technologique cohérente.

Graphique 6. Propositions des acteurs



Source : Bayoko Abou Bakary, enquête de terrain, UFHB (2024).

L'analyse du Graphique 6 montre une forte attente de digitalisation complète du processus d'inscription. Les acteurs interrogés (dont le directeur de la scolarité) soulignent la nécessité d'une plateforme unique et interconnectée pour réduire les incohérences et lenteurs actuelles. Les étudiants confirment ces difficultés, évoquant des déplacements répétés dus à l'absence de mise à jour en temps réel.

De façon générale, les priorités identifiées sont la modernisation du système, le renforcement des compétences administratives et l'harmonisation des procédures, afin d'améliorer la fluidité administrative, la satisfaction des usagers et l'image institutionnelle de l'université.

3.3.2. Vers une inscription universitaire intelligente

Les résultats de l'enquête montrent un consensus : la modernisation du processus d'inscription exige un système numérique intégré reliant l'ensemble des services. Une plateforme centralisée garantirait la traçabilité des dossiers, limiterait les déplacements, fiabiliserait les données et améliorerait la qualité du service.

Trois constats se dégagent :

- le processus reste largement manuel et fragmenté, entraînant lenteurs et erreurs ;
- les dysfonctionnements sont liés à des facteurs humains, techniques et organisationnels, notamment le manque de formation, les pannes et l'absence de coordination ;
- une volonté commune de réforme se manifeste chez tous les acteurs.

En conclusion, l'université dispose d'un véritable potentiel de transformation, et la transition vers un système d'inscription numérique, centralisé et intelligent constitue une étape essentielle pour renforcer l'efficacité administrative et la satisfaction des usagers.

4. Conclusion/Discussion

L'intérêt de cette étude est double : diagnostique et prospectif. Sur le plan diagnostique, elle permet d'identifier les principaux dysfonctionnements du processus d'inscription, d'en comprendre les causes profondes et d'en mesurer les impacts sur la gouvernance universitaire. Sur le plan prospectif, elle propose des pistes d'amélioration concrètes, basées sur la digitalisation, la coordination interservices et la formation du personnel administratif. Ces propositions s'inscrivent dans une vision plus large d'une administration universitaire intelligente, capable d'utiliser les technologies de l'information pour renforcer la transparence, la rapidité et la fiabilité des opérations.

Sur le plan théorique, cette étude mobilise plusieurs approches complémentaires. (Makosso, 2006 : 74-75) souligne que la crise de gouvernance des universités africaines liée à la centralisation des décisions et à la faible autonomie des structures. Pour cet auteur, la crise multiforme que connaît l'université africaine et qui concerne à la fois la pertinence, la qualité, la gestion et le financement de l'enseignement supérieur a engendré ces deux dernières décennies la dégradation des infrastructures et du milieu d'apprentissage, l'exode continu des cerveaux, le déclin de la recherche et l'amplification des conflits entre étudiants, syndicats des personnels et l'administration de l'enseignement supérieur.

Cependant, les dysfonctionnements du processus d'inscription dans les institutions universitaires entraînent d'importantes perturbations dans le fonctionnement global de l'université. Ils provoquent d'abord des retards dans la validation des listes, ce qui décale le calendrier académique et désorganise la planification des cours et des examens. Ensuite, ces irrégularités nuisent à la fiabilité des données de gestion, compliquant la répartition des ressources et la planification budgétaire. Elles alimentent également un climat de méfiance entre étudiants, enseignants et administration, chacun attribuant aux autres la responsabilité des retards.

Ce constat rejoint les analyses de (Koffi, 2017 : 138), selon lesquelles les dysfonctionnements administratifs fragilisent la qualité de la formation et la légitimité institutionnelle. À l'UFHB, cette situation illustre une crise de gouvernance liée à la difficulté d'adapter les pratiques administratives à la croissance démographique. Les conséquences sont multiples : perte de temps, démotivation, tensions sociales, baisse du rendement académique, et parfois mouvements étudiants. Enfin, l'absence de statistiques fiables empêche une planification efficace des recrutements et des infrastructures au niveau national.

Toutefois, en lien avec les écrits de (Makosso, 2006 : 82-83), une gouvernance efficace repose sur la transparence, la responsabilité et la participation (trois principes encore insuffisamment appliqués dans le contexte actuel). Ainsi, le manque de clarté dans les procédures, la faible responsabilisation des services impliqués, ainsi que l'exclusion des étudiants des processus de conception des plateformes d'inscription constituent des limites majeures. Dans cette perspective, la digitalisation représente une opportunité stratégique pour instaurer un système plus fiable et moderne. Un dispositif intégré et centralisé permettrait d'améliorer la traçabilité des dossiers, de réduire les erreurs, de fluidifier la communication interne et de renforcer la transparence dans la prise de décision.

Cependant, cette transition numérique ne peut être pleinement efficace sans un cadre juridique solide. La protection des données personnelles, la gestion sécurisée des bases universitaires et la lutte contre la fraude doivent être clairement encadrées. L'adoption de normes internationales telles que le RGPD pourrait servir de guide pour instaurer une gouvernance documentaire moderne et responsable.

L'analyse des défis récurrents du processus d'inscription dans les universités publiques ivoiriennes, en particulier à l'Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB), met en lumière une véritable crise systémique de gouvernance administrative. Le dysfonctionnement des inscriptions ne relève pas uniquement de problèmes techniques ponctuels ; il résulte d'un ensemble de facteurs structurels, humains et technologiques qui fragilisent la performance de l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire.

Sur le plan organisationnel, l'étude révèle une centralisation excessive du dispositif d'inscription, une fragmentation des services et une faible coordination institutionnelle. La scolarité centrale concentre la majorité des opérations, tandis que les UFR disposent d'une autonomie limitée, ce qui engendre des retards, des doublons et une faible fiabilité statistique.

Au plan humain, le manque de formation du personnel administratif et la résistance au changement constituent des obstacles majeurs à la modernisation. Plusieurs agents continuent de privilégier les supports papier, par manque d'aisance numérique ou par crainte de perdre les données.

D'un point de vue technologique, la situation est aggravée par la faiblesse des infrastructures : pannes fréquentes, serveurs sous-dimensionnés, problèmes de connectivité, absence de sauvegardes automatiques.

Ces dysfonctionnements ont des conséquences profondes sur le fonctionnement universitaire : désorganisation du calendrier académique, surcharge du personnel, démotivation étudiante, perte d'opportunités d'études à l'étranger, tensions sociales, et perte de crédibilité institutionnelle auprès des partenaires internationaux. Ils traduisent une crise de gouvernance où la croissance démographique des étudiants dépasse la capacité organisationnelle de l'institution.

Cependant, l'étude fait également apparaître une forte volonté de changement parmi l'ensemble des acteurs. Administrateurs, enseignants et étudiants reconnaissent la nécessité d'une réforme globale du système. Cette adhésion ouvre des perspectives positives pour une transition numérique réussie.

Ces aspects nous permettent de souligner en définitif que la maîtrise du processus d'inscription constitue bien plus qu'une exigence administrative : elle est un indicateur de la maturité institutionnelle et de la capacité des universités à s'adapter aux transformations numériques. Sa réussite dépendra de la volonté politique, de l'investissement technologique et surtout de la formation des acteurs.

REFERENCES

- [1] Koffi, K. (2017). Crise et gouvernance universitaire en Afrique de l'Ouest : étude comparée des universités publiques francophones. Abidjan : Presses Universitaires de Côte d'Ivoire.
- [2] Makosso, B. (2006). La gouvernance des universités africaines : entre tradition bureaucratique et impératif d'efficacité. Dakar : CODESRIA.
- [3] Mucchielli, A. (2009). L'analyse de contenu : De la théorie à la pratique. Paris : Armand Colin.
- [4] N'da, P. (2006). Méthodologie de la recherche : De la problématique à la discussion des résultats. Abidjan : Éditions CERAP.
- [5] OCDE. (2007). Politiques et gestion de l'enseignement supérieur. Vol. 19. N°2